



Section de l'Eure

Déclaration liminaire au CDAS du 25 octobre 2016

Monsieur le Président,

Comme nous l'avons déjà indiqué lors de notre dernière réunion, **Solidaires Finances** rappelle son indignation face à la baisse de 30 M€ du budget de l'Action Sociale.

L'administration s'abrite derrière une nouvelle mécanique budgétaire qui part des crédits consommés de 2015 pour établir et justifier son budget 2017.

C'est ainsi que l'on observe des baisses importantes sur différents postes à savoir:

- Baisse de 5,2 M€ des crédits pour la restauration
- Baisse de 4 M€ de la subvention d'EPAF
- Une subvention de 14,3 M€ pour ALPAF alors qu'en 2015 elle s'élevait à 26,25 M€
- Baisse de 500 000 € des crédits consacrés à la parentalité
- Baisse de 7,2 M€ de la participation de l'Etat employeur à la protection sociale complémentaire
- Baisse de 800 000 € des subventions aux associations socio-culturelles
- Baisse de 70 000 € des crédits alloués aux CDAS

Ce budget 2017 serait construit sur la consommation de 2015 mais si la totalité de ce budget n'a pas été consommée, c'est qu'il n'y a pas de volonté politique pour qu'il le soit !

Nous considérons que le budget alloué aux politiques sociales consacre une véritable régression de l'action sociale et ne correspond pas aux besoins exprimés par les agents.

Solidaires Finances dénonce la baisse des crédits consacrés à la restauration, c'est un vrai scandale, quand on connaît le prix payé par les agents pour des repas de moindre qualité. La DGFIP ne veut plus participer aux salaires des personnels de restauration et décide sans dialogue social la fermeture pure et simple des petites structures. Quant à la subvention aux petites structures de restauration, elle n'a pas été réévaluée depuis des années.

Notre département n'est pas épargné en la matière, c'est d'ailleurs la fermeture du Restaurant Administratif des Finances de Bernay qui constitue notre seul point à l'ordre du jour.

Nous avons appris cette décision de fermeture lors de la période estivale et aucune concertation préalable n'a eu lieu. Si le Secrétariat Général en a décidé ainsi, pourrions nous avoir connaissance du document vous obligeant à prendre cette mesure ?

De plus, aucun document n'est fourni à l'appui de l'ordre du jour sur ce point. Pouvez-vous nous communiquer la fiche coût de fréquentation pour ce restaurant ?

Solidaires Finances a écrit au Secrétariat Général sur ce sujet, en réponse, il a été précisé que « les solutions les plus adaptées au plan local seront mises en œuvre dans le respect du dialogue social. »
Quelles sont donc les options qui s'offrent aux agents de Bernay ?

En 2015, 90 restaurants financiers servaient moins de 20 repas par jour sur un total de 244 soit 37 % des restaurants. Celui de Bernay n'aurait-il pas pu continuer de fonctionner par la mise en œuvre de la procédure de remplacement des personnels des restaurants administratifs ?

De plus en 2015, une analyse spécifique sur la situation des restaurants accueillant un nombre de rationnaires inférieur ou égal à 50 par jour a été lancée. Chaque direction a dû à cet effet compléter un questionnaire pour chacun des restaurants administratifs concernés, à savoir, tous pour le département de l'Eure. Qu'en est-il de cette analyse ? Pouvons-nous avoir communication des résultats pour chacun des restaurants du département ?

Enfin, quant à la mise en place des tickets restaurants dématérialisés, **Solidaires Finances** se félicite d'avoir obtenu satisfaction sur un certain nombre de ses revendications. La carte APETIZ est utilisable dans toute la France. C'était une demande de **Solidaires Finances** en particulier. Initialement, le titre ne devait être utilisable que dans le département d'exercice.

La carte est utilisable tous les jours sans contraintes horaires sauf les dimanches et jours fériés (sauf dérogation pour les agents en horaires atypiques).

C'était également une demande de **Solidaires Finances**, car, initialement, l'usage du titre dématérialisé devait être limité au midi du lundi au vendredi.

Ce titre offre aux agents une souplesse d'utilisation, bien qu'il ne soit pas utilisable le dimanche ce que nous avons contesté.

Pour conclure **Solidaires Finances** réaffirme son attachement à une action sociale de haut niveau et qui réponde aux attentes des agents. C'est pourquoi nous défendons une restauration collective de qualité partout où cela est possible et nous serons vigilants sur le devenir des autres restaurants du département.

Les représentants de Solidaires Finances.